



Textes rédactionnels et annonces associatives doivent nous parvenir au plus tard le 1^{er} lundi du mois de parution.

Heures d'ouverture du bureau de la Mairie :	Lundi et mercredi de 8 h à 12 h, vendredi de 13 h à 16 h Tél : 03 88 08 94 06 – Télécopie : 03 88 08 57 59 Courriel : mairie@stotzheim.fr site i/nترنت : www.stotzheim.fr
Permanence du Maire :	Lundi soir de 19 h à 20 h
Réunion du Conseil Municipal :	Tous les 1ers lundis du mois
Heures d'ouverture de la bibliothèque :	Mercredi de 16 h 30 à 18 h 30 et vendredi de 18 h 30 à 20 h 30
Heures d'ouverture de la déchetterie de Barr :	Lundi, mercredi, vendredi et samedi (sauf jours fériés) (Tél : 03 88 08 24 64) de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 00
TAXI CO :	Réservation 24 heures à l'avance au 09 69 39 77 13
Urgences Eau et Assainissement :	Tél 24 h/24 h : 03 88 19 97 09
Ramassage des poubelles jaunes :	Semaines impaires : prochaines collectes les jeudis 12/03 et le 26/03
Collecte des conteneurs à verres :	Semaines paires : lundis dans la matinée
Société Protectrice des Animaux d'Alsace Centrale :	03 88 57 64 68
Conciliateur de justice :	1 ^{er} et 3 ^{ème} mardi du mois à la mairie de Barr de 10 h 00 à 12 h 00 sans RDV.
Centre médico-social	13 avenue Dr Marcel KRIEG à BARR, 03 68 33 80 91

30^{ème} anniversaire de la Bibliothèque municipale

Pour ses 30 ans, la bibliothèque municipale de Stotzheim organise les **samedi 18 et dimanche 19 avril** dans la cour de l'école :

- une exposition de véhicules anciens,
- une exposition de photos de véhicules anciens en relation avec Stotzheim.

Appel 1 : si vous avez chez vous une voiture ancienne (avant 1985), un ancien tracteur ou un vieux 2 roues, nous serions heureux si vous l'exposiez.



Appel 2 : et si vous possédez une ancienne photo où apparaît la voiture de famille dans les années 50 ou si vous posez à côté de votre moto pendant vos vacances d'été, nous serions heureux de pouvoir l'afficher. Seule condition à remplir : les photos devraient dater d'avant 1980.



Si vous souhaitez participer, vous pouvez contacter :

Marlyse Philipp au 03 88 08 13 47 ou à l'adresse email el.philipp@gmail.com
ou Roger Ecker au 03 88 08 42 98 ou à l'adresse email rogerecker@free.fr

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 janvier 2015

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoint(e)s : André METZ et Michèle FETZER.

Les Conseillers municipaux : Joanne ALBRECHT, Anne DIETRICH, Joseph EHRHART, Marc HARRER, Valérie HIRTZ, Dominique LEHMANN, Didier METZ, Norbert RIESTER, Benoît SPITZ.

Absent excusé : Carine GOERINGER, Céline MASTRONARDI et Philippe SCHMITT

*Procuration : Carine GOERINGER à Valérie HIRTZ
Céline MASTRONARDI à Jean-Marie KOENIG
Philippe SCHMITT à André METZ*

N° 1

ADJUDICATION DE CHASSE : AGRÉMENT DES CANDIDATURES ET AGRÉMENT DES ASSOCIÉS DE L'ASSOCIATION DE CHASSE RENARD, LOT 2 ADJUGÉ

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2014 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2015 au 1er février 2024,
- Vu la délibération du 3 novembre 2014 par laquelle le Conseil municipal a décidé de louer les deux lots de chasse communale par voie d'adjudication et a fixé la date de l'adjudication et la mise à prix des lots,
- Vu le procès-verbal d'adjudication de chasse du 16 janvier 2015,
- Vu la délibération du 19 janvier 2015 par laquelle le Conseil municipal fixe la date de l'adjudication, la date limite de candidatures et la mise à prix du lot 1,
- Entendu le Maire qui fait le compte rendu de la commission consultative de la chasse communale qui s'est réunie le 26 janvier 2015,
- Vu les pièces complémentaires déposées ce jour par l'Association de Chasse Renard pour l'agrément des associés et M. Gérard RISCH pour compléter son dossier de candidature pour l'adjudication publique, satisfaisant les articles 10, 16 et 17 du cahier des charges,
- Vu l'article 25 du Cahier des Charges relatif à l'agrément des associés,

Exposé

En application du Code de l'environnement, le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Les baux de location des chasses communales sont établis pour une durée de 9 ans et les baux actuels expirent le 1er février 2015. Les chasses seront donc remises en location dans les mois qui viennent pour une nouvelle période de 9 ans soit du 2 février 2015 au 1er février 2024.

Tous les candidats à la location de la chasse communale doivent fournir un dossier de candidature complet (article 16 du cahier des charges type 2015-2024).

Les déclarations de candidature et les pièces annexées sont examinées et agréées par le Conseil Municipal après avis de la commission consultative communale ou intercommunale de chasse. Il convient de se référer à l'article 17 du cahier des charges type 2015-2024 relatif aux modalités et conditions d'agrément des candidatures.

Les règles relatives au dossier et à l'agrément des candidatures s'appliquent quel que soit le mode de location.

Si le dossier est complet et que le candidat n'est pas concerné par un motif d'irrecevabilité, sa candidature pourra être agréée. Dans le cas contraire, sa candidature ne devrait pas être agréée par le Conseil Municipal.

Les personnes morales sont composées d'associés.

Dans l'intérêt des activités relatives à la chasse, le nombre d'associés ne peut dépasser un par tranche entière de 25 ha jusqu'à 250 ha et un par tranche entière de 50 ha au-delà.

Dans le cas où une personne morale loue plusieurs lots de chasse contigus, le nombre d'associés peut être défini comme si les lots de chasse constituaient un lot de chasse unique.

Les associés sont agréés par le ou les Conseils municipaux après avis de la commission communale ou intercommunale consultative de la chasse. Ceux-ci sont en droit de s'opposer à l'admission comme associé d'une personne ne possédant pas les garanties requises dans les conditions et selon les modalités prévues par l'admission à la location (articles 10 et 17). Les Conseils municipaux peuvent retirer l'agrément selon les mêmes conditions et modalités. La désignation d'un associé peut intervenir à tout moment du bail pour un lot considéré.

Tous les associés devront être porteurs de la liste comprenant l'ensemble des membres agréés par le ou les Conseil municipaux. Cette liste, établie annuellement par la commune, est valable du 2 février au 1^{er} février de l'année suivante.

En tant que représentant de la personne morale, le Président signe le procès-verbal de location. Par ce fait, il engage tous les associés à supporter toutes les charges et obligations du bail. Les associés exploitent la chasse en commun. La division du lot de chasse est interdite.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

A) Agrément des candidatures

- 1) Pour le lot n° 1 faisant l'objet d'une adjudication publique, fixée le mardi 10 février 2015 à 18 h, le Conseil municipal décide d'agréer la candidature de M. Gérard RISCH, domicilié 20 rue Ehret Wantz 67140 HEILIGENSTEIN.

B) Agrément des associés de l'Association de chasse Renard, lot 2 adjugé lors de l'adjudication de chasse du 16 janvier 2015

- AGRÉE les associés de l'Association de chasse Renard, lot de chasse n° 2 composé de 867 ha comme suit :

Nom-prénom	Adresse	Permis de chasse délivré
VON HOLZEN Elmar	2 Nelkenstrasse CH-6060 SARNEN SUISSE	N° 201106880106-13-A délivré le 21/07/2011, validé le 25/06/2014 – ONCFS LE PERRAY EN YVELINES
BURCH Hermann	10 Tuplpenweg CH-6060 SARNEN SUISSE	N° 201106880110-15-A délivré le 19/07/2011, validé le 02/07/2014 - ONCFS LE PERRAY EN YVELINES
GARGOWITCH Joseph	9 route de Barr 67140 ZELLWILLER	N° 67-5-353 E du 29/10/1975, validé le 02/07/2014 – SOUS-PRÉFECTURE SÉLESTAT
GARGOWITSCH Nicolas	9 B route de Barr 67140 ZELLWILLER	N° 201006780030-16-A délivré le 20/08/2010, validé le 23/10/2014 – ONCFS LE PERRAY EN YVELINES

- CHARGE le Maire d'établir les cartes nominatives,
- AUTORISE le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

TRAVAUX SALLE MULTI-ASSOCIATIVE : CHOIX DES ENTREPRISES

- Vu la délibération du 4 mars 2013 par laquelle le Conseil municipal décide d'inscrire au Contrat de Territoire 2013-2015 les travaux de la salle multi-associative,
- Vu la délibération du 2 décembre 2013 par laquelle le Conseil municipal approuve le Contrat de territoire 2013-2015,
- Vu la délibération du 2 septembre 2013 par laquelle le Conseil municipal décide de faire chiffrer les travaux à effectuer dans la salle multi-associative,
- Vu la délibération du 13 janvier 2014 par laquelle M. le Maire présente les premiers devis reçus pour les travaux de la salle multi-associative,
- Vu la délibération du 3 novembre 2014 par laquelle le Conseil municipal décide d'effectuer les travaux de la salle multi-associative,
- Vu les devis recueillis,
- Vu la délibération du 19 janvier 2015, en point divers, lors de laquelle les devis pour les travaux d'électricité et chauffage sont présentés et retenus par le Conseil municipal,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'attribuer les travaux aux entreprises suivantes :

Travaux	Entreprise	Montant HT
Travaux électricité	Entreprise Électricité BURGER- 67140 ANDLAU	2 038,00 €
Travaux chauffage	Entreprise WACH Thierry SARL – 67140 STOTZHEIM	2 256,00 €

- DIT que les Commissions réunies se réuniront pour déterminer le restant des travaux à réaliser et d'établir des devis pour présentation et validation à un prochain Conseil,
- AUTORISE le Maire à signer le devis pour ces travaux.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DÉCLARATION D'INTENTION D'ALIÉNER

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner déposée par Me Claude NUSS, Notaire à CHÂTENOIS, concernant la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 3 parcelle 18 de 24,22 ares sis rue du Haut-Village appartenant à Mme BRID née SCHULTZ Emma,
- Considérant que l'immeuble en question est soumis au droit de préemption urbain,
- Considérant que la Commune, peut, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la déclaration préalable d'aliéner, exercer son droit de préemption. (articles L 213-2 et L 213-8 du Code de l'Urbanisme),

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de ne pas se prononcer immédiatement sur son droit de préemption.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10 février 2015

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoint(e)s : Céline MASTRONARDI et Michèle FETZER.

Les Conseillers municipaux : Anne DIETRICH, Joseph EHRHART, Marc HARRER, Dominique LEHMANN, Didier METZ, Norbert RIESTER, Benoît SPITZ.

Absents excusés : Joanne ALBRECHT, Carine GOERINGER, Valérie HIRTZ, André METZ, Philippe SCHMITT

*Procuration : Joanne ALBRECHT à Michèle FETZER
André METZ à Céline MASTRONARDI*

N° 1

BAUX DE CHASSE COMMUNAUX POUR LA PÉRIODE 2015-2024 :

CHOIX DU MODE DE LOCATION POUR LE LOT N° 1

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2014 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2015 au 1er février 2024,
- Vu la délibération du 3 novembre 2014 par laquelle le Conseil municipal a décidé de louer les deux lots de chasse communale par voie d'adjudication et a fixé la date de l'adjudication et la mise à prix des lots,
- Vu le procès-verbal d'adjudication de chasse du 16 janvier 2015,
- Vu la délibération du 19 janvier 2015 par laquelle le Conseil municipal fixe la date de l'adjudication, la date limite de candidatures et la mise à prix du lot 1,
- Vu la délibération du 27 janvier 2015 par laquelle le Conseil municipal, après avis de la Commission Consultative de la Chasse Communale, agréée la candidature de M. Gérard RISCH, domicilié 20 rue Ehret Wantz 67140 HEILIGENSTEIN,
- Considérant que l'adjudication de chasse du 10 février 2015 est infructueuse, aucune offre n'ayant été reçue,
- Considérant qu'il convient de tirer les conséquences de l'absence de candidature ou d'offres et de décider de passer à une nouvelle procédure,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de retenir comme mode de location l'appel d'offres, pour le lot n° 1, 398 hectares, situé au nord du village, délimité par les bans de Saint-Pierre, Zellwiller et Kertzfeld et par la RD 5 et le secteur bâti nord de Stotzheim, dont 31,97 ha de forêt sur le ban communal de Stotzheim, suite à l'adjudication infructueuse du mardi 10 février 2015,
- DÉCIDE pour les locations par appel d'offres, de procéder à une publicité par insertion dans la presse et de fixer la date de la remise des offres au mardi 24 février 2015,
- DÉCIDE que l'appel d'offres sera déclaré infructueux pour le lot n° 1 si les propositions reçues sont inférieures au prix minimal fixé par le Conseil municipal,
- DONNE délégation à la Commission de location pour négocier avec les candidats,
- DONNE délégation au Maire pour fixer les critères d'analyse des offres,
- DÉCIDE d'adopter le principe de clauses particulières pour les locations par voie d'appel d'offres,
- AUTORISE le Maire à signer le bail de location de la chasse communale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 16 février 2015

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoint(e)s : André METZ

Les Conseillers municipaux : Anne DIETRICH, Joseph EHRHART, Marc HARRER, Valérie HIRTZ, Dominique LEHMANN, Didier METZ, Norbert RIESTER, Benoît SPITZ.

Absents excusés : Joanne ALBRECHT, Michèle FETZER, Carine GOERINGER, Céline MASTRONARDI, Philippe SCHMITT

Procuration : Joanne ALBRECHT à Dominique LEHMANN
Michèle FETZER à Marc HARRER
Carine GOERINGER à Valérie HIRTZ
Céline MASTRONARDI à Jean-Marie KOENIG
Philippe SCHMITT à André METZ

N° 1

TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE À LA COMMUNAUTÉ DES COMMUNES BARR-BERNSTEIN EN MATIÈRE DE PLAN LOCAL D'URBANISME, DOCUMENT D'URBANISME EN TENANT LIEU ET CARTE COMMUNALE ET MODIFICATION SUBSÉQUENTE DE SES STATUTS

- Vu la loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, modifiée en dernier lieu par la loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- Vu l'Arrêté Préfectoral du 22 octobre 2012 portant création de la Communauté de Communes Barr-Bernstein par fusion des Communes de Communes du Piémont de Barr et du Bernstein et de l'Ungersberg et adoption de ses statuts,
- Vu la délibération de la Communauté de Communes Barr-Bernstein en sa séance extraordinaire du 18 novembre 2014 tendant à un nouveau transfert de compétence en matière de documents d'urbanisme par modification subséquente de ses statuts ;
- Considérant l'ensemble des motivations soumises à son appréciation qui ont été produites par la Communauté de Communes à la lumière de son rapport de présentation ainsi qu'au travers des différents supports documentaires édités en la matière ;
- Considérant que les communes membres sont dès lors appelées à se prononcer sur ce dispositif dans les conditions fixées aux articles L5211-5 et L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales applicables aux transferts de compétences des communes vers les EPCI, dans le sens de l'adoption d'une délibération concordante par les Conseils Municipaux saisis du projet,
- Entendu les explications fournies par M. Gilbert SCHOLLY, Président de la Communauté des Communes Barr-Bernstein, lors de la présente séance,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'approuver le transfert de compétences de la commune de Stotzheim au profit de la Communauté de Communes Barr-Bernstein par modification subséquente de ses statuts dans les conditions suivantes :
au titre des **COMPÉTENCES OBLIGATOIRES**, le second paragraphe est complété comme suit :
« 2. Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,
étant observé que cette évolution s'inscrit dans la perspective de l'élaboration à court terme d'un plan local d'urbanisme intercommunal,
- RAPPELLE que les limites et le classement des zonages restent de la maîtrise du Conseil municipal,

- PREND ACTE sur la base du calendrier prévisionnel présenté, que la mise en œuvre de ce dispositif ne fait pas obstacle, d'une part, à la poursuite ou à l'achèvement des procédures en cours conduites par les communes préalablement au transfert de compétence, ni, d'autre part, à l'engagement de procédures de modification ou de mise en compatibilité de leurs documents d'urbanisme actuellement en vigueur postérieurement au transfert de la compétence et jusqu'à l'achèvement de l'élaboration du PLU-I ;
- RELÈVE SUBSIDIAIREMENT que la ventilation du coût inhérent à la réalisation du PLU-I sera définie en adéquation avec le volume de prestations à produire au niveau de chacune des communes concernées et déduit, après examen de la CLETC, des attributions de compensation versées dans le cadre de la mise en place dès l'exercice 2015 de la fiscalité professionnelle unique, des critères de pondération pouvant être introduits à ce titre en fonction de la taille et du potentiel financier de la commune ,
- CHARGE M. le Maire de procéder à la communication de la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Barr-Bernstein.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

MANDATEMENT DES NOUVELLES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT 2015

- Considérant que le Budget Primitif 2015 n'est pas encore voté,
- Vu que le montant des dotations et impôts 2015 n'est pas encore connu,
- Considérant les travaux complémentaires de voirie, l'achat d'accessoires pour le tracteur et les frais d'études et relevés pour l'agenda d'accessibilité programmé,
- Vu l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que, lorsque le budget primitif n'a pas été voté, le Maire peut engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite du quart des crédits inscrits à la section d'investissement du budget de l'exercice précédent (dépenses totales, déduction faite de celles imputées aux chapitres 16 et 18), sous réserve d'y avoir été préalablement autorisé par le Conseil municipal,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- AUTORISE le Maire à mandater les dépenses d'investissement concernant les travaux complémentaires de voirie, l'achat d'accessoires pour le tracteur, les frais d'études et relevés pour l'agenda d'accessibilité programmé, avant le vote du budget primitif 2015,
- OUVRE les crédits nécessaires :

• à l'article 2151 – opération 1014 – travaux voirie pour un montant de	31 000 €
• à l'article 21311 – opération 1015 – mairie pour un montant de	5 000 €
• à l'article 21571 – matériel roulant pour un montant de	10 000 €
• à l'article 2132 – opération 1013 – salle multi-associative pour un montant de	5 200 €
- DÉCIDE d'inscrire ces crédits au budget primitif 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

DÉCLARATION D'INTENTION D'ALIÉNER

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner déposée par Me Claude NUSS, Notaire à CHÂTENOIS, concernant la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 3 parcelle 18 de 24,22 ares sis rue du Haut-Village appartenant à Mme BRID née SCHULTZ Emma,
- Considérant que l'immeuble en question est soumis au droit de préemption urbain,
- Considérant cependant que l'acquisition de cet immeuble ne présente pas d'intérêt pour la Commune,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de ne pas exercer son droit de préemption urbain dans le cadre de cette cession.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CONVENTION DE CONTRACTUALISATION AVEC LE CAUE : TRAVAUX ACCÈS PMR MAIRIE

- Vu le compte rendu des Commissions Réunies, avec le CAUE du Bas-Rhin, qui a eu le lundi 28 juillet, concernant le projet d'accessibilité des personnes à mobilité réduite pour les locaux de la mairie,
- Vu la délibération du 1^{er} septembre 2014 par laquelle le Conseil décide d'effectuer les relevés pour le bâtiment de la mairie par Pierre KOCH, architecte,
- Vu la délibération du 1^{er} décembre 2014 par laquelle le Conseil décide de s'engager dans l'agenda d'accessibilité programmé pour la Mairie,
- Vu la convention de contractualisation établie par le CAUE et pour laquelle la contribution de la commune s'élève à 4 000 €,
- Considérant que cette convention est destinée à accompagner la commune en soutien des compétences techniques internes nécessaires à l'exercice de ses responsabilités de maître d'ouvrage,
- Considérant que cette convention est conclue pour le temps nécessaire à l'accomplissement de la mission,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- AUTORISE le Maire à signer la convention de maîtrise d'œuvre avec le CAUE dans le cadre de ce projet.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

ONF : PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION ET PATRI-MONIAUX 2015 – ÉTAT DES PRÉVISIONS DES COUPES

- Vu le programme prévisionnel des travaux d'exploitation et patrimoniaux et l'état de prévision des coupes établi par l'ONF pour l'exercice 2015,
- Entendu M. André METZ, adjoint chargé des affaires forestières, qui fournit les explications nécessaires,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le programme des travaux patrimoniaux et d'exploitation pour l'exercice 2015,
- PRÉCISE que les travaux de maintenance (périmètre et parcellaire) des parcelles 8i, 18a, 27a et 30a et les travaux sylvicoles, cloisonnement sylvicole, de la parcelle 8i du programme des travaux patrimoniaux 2015 seront effectués en régie communale,
- AUTORISE le Maire à signer les conventions et les devis établis dans le cadre de ce programme.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS

- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,
- Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1974 portant statut de la Fonction Publique Territoriale,
- Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, en vertu de laquelle les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou établissement et que celui-ci doit mentionner sur quel grade il habilite l'autorité à recruter,
- Vu les congés estivaux des agents communaux,
- Considérant qu'en raison du surcroît de travail conséquent au fleurissement estival de la commune il y aurait lieu de créer un emploi saisonnier d'ouvrier d'entretien des espaces verts et fleuris,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de créer deux emplois saisonniers, en tant qu'adjoint technique de 2^{ème} classe non titulaire, l'un en juillet, l'autre en août ; les attributions consisteront à l'entretien du fleurissement dans le village,
- PRÉCISE qu'une fiche de poste sera établie pour le travail des emplois saisonniers,

- PRÉCISE que la durée hebdomadaire de l'emploi sera de 35 heures/semaine,
- DÉCIDE que la rémunération se fera sur la base de l'indice brut 330 majoré 316 et ce, au prorata des heures effectuées,
- PRÉCISE que le contrat d'engagement sera établi sur les bases de l'application de l'article 3, 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifié pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité,
- PRÉCISE que la Commune fixe **4 jours d'essai pour l'emploi** et se réserve le droit de mettre fin au contrat en cas de non satisfaction de la personne engagée, clause prévue dans le contrat d'embauche,
- CHARGE le Maire d'assurer la publicité de vacance de l'emploi auprès du centre de gestion,
- CHARGE le Maire de diffuser l'annonce dans le bulletin municipal,
- PRÉCISE que les **candidatures devront être déposées en mairie avant le 30 mars 2015 inclus.**

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 7

DEMANDE D'ATTRIBUTION DE NUMÉRO DE VOIRIE

- Vu le courrier reçu de M. Hubert GELB demandant l'attribution d'un numéro de voirie pour sa maison sise chemin Allmendweg à STOTZHEIM, cadastrée section 60 parcelles 96, 97 et 97,
- Vu la délibération du 4 février 2013 par laquelle le Conseil municipal dénomme le chemin Allmendweg et attribue le n°1 à la maison de M. Christophe UTZ,
- Considérant que la numérotation des maisons constitue une mesure de Police Générale que le Maire peut prescrire en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article L. 131-2 du Code des Communes,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'attribuer le numéro 2 chemin Allmendweg à la maison de M. Hubert GELB, cadastrée section 60 parcelles 96, 97 et 98,
- DIT que la numérotation prend effet à la date de la présente délibération,
- CHARGE le Maire d'informer les différentes administrations de ce changement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 8

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS LOCALES

- Vu les budgets précédents,
- Considérant que le Conseil souhaite soutenir les associations locales justifiant d'une activité en leur octroyant une subvention de fonctionnement,
- Considérant que la Commune octroie depuis 3 ans le même montant,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'allouer une subvention de 180 euros à chaque association locale en activité,
- SUBORDONNE le versement de cette subvention au dépôt en Mairie, par chaque association, d'un rapport d'activité,
- PRÉCISE que l'Association ACMECS, association communale, ne percevra pas de subvention annuelle,
- PRÉCISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2015 au compte 6574.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 9

SUBVENTION À L'ASSOCIATION FONCIÈRE DE STOTZHEIM 2015

- Vu le budget précédent,
- Considérant que l'Association Foncière a bénéficié les années précédentes d'une subvention communale,
- Considérant que cette subvention doit être instaurée par délibération du Conseil municipal,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ALLOUE une subvention de 6 100 € à l'Association Foncière de Stotzheim pour l'année 2015,
- DIT que les crédits seront inscrits au compte 6574 du Budget Primitif 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 10

CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES ET DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE

- Entendu l'avis des conseillers sur la reconduction ou l'augmentation des crédits de fonctionnement des écoles et de la bibliothèque,
- Considérant que les crédits non utilisés en 2014 sont reconduits pour l'exercice 2015,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE les propositions de crédits alloués au fonctionnement des écoles qui seront inscrits au budget primitif 2015 comme suit :
 - compte 6067 : Fournitures et livres scolaires : 3 100,00 €
 - compte 6574 : Subvention Coopérative école primaire : 400,00 €
 - compte 6574 : Subvention Coopérative école maternelle : 400,00 €
 - compte 6065 : Bibliothèque : 1 220,00 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

LE COMPTE RENDU INTÉGRAL DES DÉLIBÉRATIONS EST AFFICHÉ À LA MAIRIE

CALENDRIER DES MANIFESTATIONS

MARS



06/03/2015	Soirée fleurissement	Mairie	Association Fleurs	20 h
07-08/03/2015	Visite pastorale et reconnaissance officielle de la Communauté des Paroisses			
07/03/2015	Soirée Jambon au Riesling	Salle des Fêtes	Aviculture	20 h 00
14/03/2015	Bol de riz	Salle des Fêtes	Paroisse	19 h 00
21/03/2015	Pot au Feu	Salle des Fêtes	ACASL	20 h 00 X
22/03/2015	Élections conseillers départementaux		Mairie	8 h – 18 h
28/03/2015	Soirée Rossbif	Salle des Fêtes	Étoile Sportive	20 h 00
29/03/2015	Élections conseillers départementaux		Mairie	8 h – 18 h

Le calendrier des manifestations du Pays de Barr et du Bernstein est à la disposition du public à la Mairie.

AUTORISATIONS DES SOLS ACCORDÉES

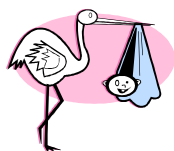


Permis de construire :

- Loïc LEIBEL / Laetitia WOEHLER : Permis modificatif : installation panneaux solaires, 27 rue des Tilleuls

Déclaration préalable :

- Fernande BAUER : Remplacement garde-corps et habillage planches de rives, 9 chemin Woelfli



ÉTAT CIVIL

NAISSANCES :

Lucie FENDER, fille de Frédéric FENDER et Sandrine CROMER, demeurant 9a rue Binnweg est née le 16 décembre 2014 à SÉLESTAT.

Séréna Véronique Nathalie WEYER, fille de Monia FURST, demeurant 9 Bas-Village, est née le 25 janvier 2015 à STRASBOURG.

TERRAIN COMMUNAL À VENDRE



Un terrain communal est encore disponible dans le lotissement « chemin Woelfli » :

Terrain nu, cadastré section 51 parcelle 595/37 de 5,07 ares, lot n° 4, dans le lotissement « Chemin Woelfli », au prix de 19 000 € l'are soit 96 330 €, TVA sur marge incluse, le terrain viabilisé.

Pour plus de renseignements, vous pouvez contacter la mairie.

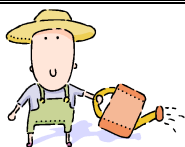
LOCATION D'UN TERRAIN COMMUNAL

La Commune de Stotzheim met en location à partir du 11 novembre 2015 :

Une parcelle de pré, cadastrée Section 56, parcelle 8 (lot 12), au lieudit Sandfurt, d'une superficie de 100,00 ares, loyer 144,44 € + charges

La participation au tirage au sort préalable à la location de prairies n'est soumise à aucune condition, avec priorité laissée à toute personne domiciliée à Stotzheim et priorité réservée aux exploitants qui réalisent une installation bénéficiant de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (article L 411-15 du code rural).

Les candidats doivent s'inscrire à la Mairie au plus tard le lundi 16 mars 2015 avant 12 h 00.



EMPLOIS SAISONNIERS

La Commune de Stotzheim recrute des jeunes pour la saison estivale.

La durée du contrat étant d'un mois, la Commune recherche deux personnes, **l'une pour le mois de juillet, l'autre pour le mois d'août.**

Les jeunes ayant 16 ans révolus au 1^{er} juillet 2015 peuvent postuler à l'emploi.

Le travail consistera à aider les agents communaux à l'entretien des fleurs sur Stotzheim.

La Commune fixe **4 jours d'essai** pour l'emploi (correspondant à 1 jour par semaine travaillée) et se réserve le droit de mettre fin au contrat en cas de non satisfaction de la personne engagée.

Les candidatures sont à déposer à la mairie **avant le lundi 30 mars 2015 à 17 h 00.**

Le choix des candidats se fera **par tirage au sort** lors de la séance du conseil municipal du **30 mars 2015.**



VENTE DE BOIS DE CHAUFFAGE



La prochaine vente de bois de chauffage aura lieu

le jeudi 5 mars 2015 à 19 h 00 dans la grande salle de la mairie.

Le catalogue de bois de chauffage est disponible. Vous pouvez le retirer :

- soit à la mairie, **mis à disposition au public au rez-de-chaussée, sur l'étagère,**
- soit au secrétariat de la mairie, **aux horaires d'ouverture du public.**

VACANCES DE FÉVRIER : ACTIVITÉS POUR LES JEUNES

Le Service Animation Jeunesse Barr-Bernstein organise diverses activités pour les vacances de février :

Ateliers Nature, Art & Culture : pour les 10-15 ans.

Programme des ateliers :

- 23/02 et 24/02 : Création d'une œuvre de Land Art (10 €)
- 25/02 et 26/02 : Découverte de la Taille de pierre (10 €)
- 02/03 et 03/03 : Initiation à la Photographie (10 €)
- Du 04/03 au 06/03 : Session Street Art & Graffiti (15 €)



Horaires : de 9 h 30 à 17 h - RDV au Centre Sportif de Barr.

Animations pour les 10-15 ans du 23 février au 6 mars 2015 :

Au programme : Ski de fond/alpin/snowboard, cinémarthus, patinoire, tournoi tchoukball.

Séjour ski : du 21 au 28/02/2015 à Contamines Montjoie.

Mini camp citoyen : les 2/3 mars 2015 à Mollkirch.

Accueil de loisirs « Melting Potes ».



Pour tous renseignements et inscriptions : SERVICE ANIMATION JEUNESSE –

Communauté de Communes Barr-Bernstein - 57 rue de la Kirneck 67140 Barr -
jonathan@barrbernstein.fr - Jonathan : 06 84 829 200

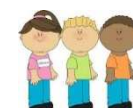
FERMETURE DÉCHÈTERIES



Les déchèteries de Benfeld, Sundhouse, Villé et **Barr** seront exceptionnellement fermées **le mercredi 11 mars le matin**. Les déchèteries de Boofzheim, Ste Marie-Aux-Mines et Mackenheim seront exceptionnellement fermées **le mercredi 11 mars l'après-midi**, en raison d'une formation obligatoire dans le cadre du tri des déchets dangereux.



RECENSEMENT DES ENFANTS NÉS EN 2012 ET 2013



La Commune de Stotzheim recense les enfants nés en 2012 et 2013 habitant Stotzheim, pour la prochaine rentrée scolaire. Merci d'informer la mairie (03 88 08 94 06) au plus tard le 6 mars 2015.

UN PEU DE CIVISME



Il nous appartient à nous, habitants de Stotzheim, de faire en sorte que notre village nous soit agréable, qu'il y fasse bon vivre. Pour y parvenir, **la contribution de chaque citoyen est indispensable et passe entre autre par le respect de son voisin, son environnement, son quartier.**

Même si nous énumérons ci-dessous certaines règles générales de civisme et de bon sens, nous voulons être convaincus que ce rappel est assurément inutile à Stotzheim !! Quoique, certains rappels peuvent ne pas être inutiles...

➤ BRÛLAGE DES DÉCHETS



Les déchets issus des activités de jardinage, d'élagage et de désherbage **ne peuvent en aucun cas être brûlés à l'air libre, ni dans des incinérateurs.**

L'arrêté préfectoral du 16 mai 1992 régit le feu en forêt et l'incinération des végétaux dans le Bas-Rhin. De plus, une décision de la Commission Européenne classe les déchets végétaux parmi les déchets ménagers soumis au recyclage.

Nous rappelons également que la Commune de Stotzheim a pris un arrêté municipal, arrêté n° 21/2014 en date du 3 avril 2014, interdisant le brûlage à l'air libre des déchets sur l'ensemble de la Commune de Stotzheim, sauf dérogation.

L'arrêté a été transmis aux services de la gendarmerie qui verbaliseront toute personne qui enfreindra l'arrêté. La Commune a déjà fait plusieurs rappels à ce sujet. **Le rappel est un avertissement qui aboutira à sanction en cas de non-respect.**

➤ ANIMAUX



1. Divagation

Les chiens ou chats trouvés errants ou en état de divagation sur le territoire de la commune **peuvent être saisis et conduits à la fourrière.**

Les animaux ne peuvent être restitués à leur propriétaire qu'après paiement des frais de fourrière. En cas de non-paiement, le propriétaire est passible d'une amende forfaitaire. De plus, la violation de l'arrêté municipal par le propriétaire ou le gardien d'un chien ou d'un chat trouvé errant pourra être sanctionnée par une contravention de première classe, c'est-à-dire de 38 € (article R. 610-5 du code pénal).

Arrêté municipal n° 10/2009 en date du 2 mars 2009.



2. Déjections

Il est interdit de laisser les chiens souiller par leurs **déjections soit la voie publique (y compris les trottoirs), les allées, pelouses, espaces verts et jardins publics, soit les emplacements aménagés pour les terrains de jeux.**

Les infractions risquent d'entraîner des sanctions pouvant aller jusqu'à 1 500 €.



Arrêté municipal n° 10/2009 en date du 2 mars 2009.

3. Avis aux propriétaires de chiens

Votre responsabilité pénale et civile peut être mise en cause dans le **cas où votre animal venait à agresser une personne, même à l'intérieur de votre propriété.** Ainsi, le maître d'un animal a été récemment condamné au pénal à 600 € d'amende pour blessures involontaires. L'affaire n'a pas encore été jugée au civil.

➤ TROTTOIRS, CANIVAUX, AVALOIRS



1. Avaloir n'est pas synonyme de dépotoir

Dans les rues de notre commune, les avaloirs sont destinés à recueillir les eaux de pluie qui s'écoulent à travers le réseau d'assainissement. **Les avaloirs ne sont donc pas conçus pour recevoir des déchets** (peinture, ciment, produit chimique, huiles, feuilles mortes, etc.).

2. Entretien des trottoirs et des caniveaux

Les riverains (propriétaires ou locataires) sont tenus **d'assurer le nettoyage des caniveaux et des trottoirs**, ainsi que **l'enlèvement des mauvaises herbes en bordure de leur propriété**. Il est interdit de jeter les balayures sur la voie publique ou dans les avaloirs d'eaux pluviales.

➤ CIRCULATION, STATIONNEMENT, ÉCOLES



La municipalité lance un appel au civisme et à la responsabilité de chacun afin que notre village conserve son cadre de vie agréable et convivial. La participation de chacun est nécessaire afin d'éviter d'éventuels incidents et accidents, notamment à l'entrée et à la sortie des écoles. En effet, **des comportements dangereux sont régulièrement constatés**.

Rappel de la réglementation : Ce sont les articles R417-10 et R417-11 qui régissent cette infraction : "Article R417-10 du Code de la Route, modifié par Décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 :

- art. 12 : I. Tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être placé de manière à gêner le moins possible la circulation.

II. Est considéré comme gênant la circulation publique l'arrêt ou le stationnement d'un véhicule :

1° Sur les **trottoirs**, les **passages** ou accotements **réservés** à la circulation des **piétons** ;

1° bis Sur les **voies vertes**, les bandes et pistes cyclables ainsi qu'en bordure des bandes cyclables ; [...]

5° Sur les emplacements où le véhicule empêche soit l'accès à un autre véhicule à l'arrêt ou en stationnement, soit le dégagement de ce dernier ; [...]

III. Est également considéré comme gênant la circulation publique le stationnement d'un véhicule : [...]

2° En **double file**, sauf en ce qui concerne les cycles à deux roues, les cyclomoteurs à deux roues et les motocyclettes sans side-car ;

3° Devant les dispositifs destinés à la recharge en énergie des véhicules électriques ;

4° Sur les **emplacements réservés** à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de livraison ;

5° Dans les zones de rencontre, en dehors des emplacements aménagés à cet effet ;

6° **Dans les aires piétonnes**.

IV. Tout arrêt ou stationnement gênant prévu par le présent article est **puni de l'amende prévue** pour les contraventions de la deuxième classe.

V. Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, **l'immobilisation et la mise en fourrière** peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3."

"**Article R417-11 du CR** modifié par Décret n° 2003-642 du 11 juillet 2003 - art. 6 JORF 12 juillet 2003 :

I. Est également considéré comme gênant tout arrêt ou stationnement :

II. 1° D'un véhicule sur les **chaussées, voies, pistes, bandes, trottoirs ou accotements réservés à la circulation des véhicules de transports publics** de voyageurs, des taxis ou des véhicules d'intérêt général prioritaires ;

III. 3° D'un véhicule sur les **emplacements réservés aux véhicules** portant une carte de stationnement de modèle communautaire **pour personne handicapée**, ou un macaron grand invalide de guerre (GIG) ou grand invalide civil (GIC).

IV. II. Tout arrêt ou stationnement gênant prévu par le présent article est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

- V. III. Lorsque le conducteur ou le titulaire du certificat d'immatriculation est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3."



Nous en appelons au civisme

et ceci afin d'éviter d'avoir recours à des sanctions,
mais surtout afin d'éviter tout accident !

Lorsque vous déposez votre enfant à l'école:

- ne gênez pas la circulation,
- prévenez les autres de votre intention (non ! les clignotants ne sont pas en option sur les voitures),
- assurez-vous que votre enfant emprunte le passage piéton,
- ne vous garez pas n'importe où (utilisez les places de parking disponibles même s'il faut marcher un peu !),
- laissez les trottoirs libres d'accès aux piétons et poussettes.

Quelques phrases philosophiques qui illustreront l'article ci-dessus :

« *La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres* » John Stuart Mill.

« *Ce que tu ne souhaites pas pour toi, ne l'étends pas aux autres.* » Confucius

« *Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde.* » Ghandi

« *Isolée, l'aide se perd mais jointe aux autres à l'heure juste, elle agit.* » Goethe

« *L'exemple n'est pas le meilleur moyen d'avoir une action sur autrui. C'est le seul.* » A. Schweitzer



INFORMATIONS BIBLIOTHÈQUE

Animation pour les bébés et les enfants de moins de 3 ans, non scolarisés, à la bibliothèque municipale **le vendredi 6 février et vendredi 8 mars à 9 h 00.**

Une visite guidée de Strasbourg par M. Bernard Weitzel (notre ancien Directeur d'école) est prévue le **dimanche 15 mars à 14 h 00.** Thème : « La ville libre de Strasbourg, une rebelle raisonnable ».

Inscription à la bibliothèque ou chez Mme Marlyse Philipp au 03 88 08 13 47.



CADETS DE LA RÉPUBLIQUE

Dans le cadre d'un dispositif relevant de l'égalité des chances, la Police Nationale lance un dispositif « Cadets de la République » destiné à **permettre à des jeunes gens d'intégrer la Police Nationale, sans condition de diplôme.** Ce dispositif permet d'abord aux jeunes gens d'accéder à un emploi contractuel (Adjoint de Sécurité) mais permet surtout de les préparer au concours de Gardien de la Paix et donc devenir fonctionnaires de Police.

Les conditions de recrutement, la liste des épreuves de sélection, les fiches d'information ainsi que les dossiers de candidatures sont retirables au secrétariat de la mairie, pendant les heures d'ouverture au public (ou sur rendez-vous).

Les dossiers de candidature sont à retourner **avant le 13 mars 2015.**



Jeunes lycéens étrangers colombiens et allemands

cherchent une famille d'accueil

D'Allemagne, des États-Unis, du Mexique ou d'ailleurs, de jeunes étrangers viennent en France grâce à l'association CEI-Centre Échanges Internationaux. Ils viennent passer une année scolaire, un semestre ou quelques mois au collège ou au lycée, pour apprendre le français et découvrir notre culture. Afin de compléter cette expérience, ils vivent en immersion dans une famille française pendant toute la durée du séjour.

Le CEI aide ces jeunes dans leurs démarches et s'occupe de leur trouver un hébergement au sein de familles françaises bénévoles.

Paula, jeune colombienne âgée de 15 ans, recherche une famille à partir du mois de septembre 2015 pour 4 mois. Elle aime les animaux et joue de la guitare basse. Elle pratique le volley-ball, le basket-ball et le football.

Tharek est allemand et étudie le français depuis 6 ans. Il a 17 ans et pratique le violon et le piano. Il attend une famille avec impatience pour l'année scolaire 2015/2016 !

Ce séjour permet une réelle ouverture sur le monde de l'autre et constitue une expérience linguistique pour tous. « Pas besoin d'une grande maison, juste l'envie de faire partager ce que l'on vit chez soi ». À la ville comme à la campagne, les familles peuvent accueillir". Si l'expérience vous intéresse, appelez vite !

Renseignements :

CEI-Centre Echanges Internationaux -

Monique Ruck - 06.37.92.73.52

Bureau Coordinateur CEI - 02.99.20.06.14